

AP du 22-12-72

## PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION  
DE LA REGLEMENTATION GENERALE

2ème Bureau

Etablissements dangereux  
insalubres ou incommodes

2° Classe

- A R R E T E -

Le PREFET de la REGION de HAUTE-NORMANDIE

Préfet de la Seine-Maritime

Grand Officier de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre

V u :

La pétition en date du 23 Décembre 1971 par laquelle la Régie Nationale des Usines RENAULT sollicite l'autorisation d'installer une nouvelle chaudière dans l'enceinte de son usine à SANDOUVILLE,

Les plans joints à cette pétition,

La Loi du 19 Décembre 1917, modifiée par les Lois des 21 Novembre 1942 et 2 Août 1961,

Le décret du 1er Avril 1964,

Le décret du 20 Mai 1953 modifié, qui range cette activité dans la 2° Classe des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes,

L'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement (Groupe Etudes et Programmation),

L'avis de M. le Directeur Départemental de l'Action Sociale et Sociale,

L'avis de M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Le rapport de M. l'Inspecteur des Etablissements Classés en date du 27 Septembre 1972,

La délibération du Conseil Départemental d'Hygiène du 14 Novembre 1972,

A R R E T E :

ARTICLE 1er : La Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est à BOULOGNE-BILLANCOURT (92) est autorisée à procéder à l'installation d'une nouvelle chaudière dans l'enceinte de son usine à SANDOUVILLE.

Cette autorisation est subordonnée à l'exécution des conditions suivantes :

.../...

1/ La chaudière sera située et aménagée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Tout projet de modification devra, avant sa réalisation faire l'objet d'un accord de l'autorité préfectorale,

2/ Elle sera d'une puissance de 10.000 th/h,

3/ La teneur en soufre du combustible utilisé sera limitée à 3 %,

4/ Les caractéristiques de la cheminée seront déterminées en fonction de la circulaire ministérielle du 24 Novembre 1970,

La hauteur sera d'au moins 37 m.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion sera supérieure à 8 m/s,

5/ La chaufferie sera exploitée conformément aux prescriptions n° 3 à 13 de l'arrêté type n° 153 bis joint au présent arrêté.

La Société pétitionnaire devra, en outre, se conformer :

a) aux Chapitres I et II du Titre II du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) au décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) au décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Par ailleurs, si l'implantation de cette chaudière nécessite la délivrance d'un permis de construire, le présent arrêté ne prendra effet qu'à dater du jour où ledit permis aura été obtenu.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Etablissements Classés et de l'Inspection du Travail, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être produite indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation cessera de produire effet, si la chaudière n'est pas mise en fonction dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté ou si elle n'est pas exploitée pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : M. le Secrétaire Général de la Seine-Maritime, M. le Sous-Préfet du HAVRE, M. le Maire de SANDOUVILLE, M. l'Ingénieur en Chef des Mines et ses agents, MM. les Inspecteurs des Etablissements Classés, M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et ses agents, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont extrait sera affiché à la porte de la Mairie, et inséré aux frais de la Régie Nationale intéressée dans un journal d'annonces légales du Département.

ROUEN, le 22 Décembre 1972

Le PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation  
Générale

Pierre JUE.

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau,



M. BARBOTIN.